

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 30 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXIA**

ZI Route de l'Industrie  
73540 ESSERTS BLAY

Références : 20221019-RAP-InspectionAxiaPouget  
Code AIOT : 0006104343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 octobre 2022 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suites aux non conformités relevées lors des précédentes visites d'inspections, l'exploitant a été mis en demeure par les arrêtés :

- du 03 août 2022, d'évacuer les déchets de bouteilles de gaz présents sur le site vers de filières appropriées ;
- du 18 août 2022, de mettre en conformité le point de prélèvement des eaux pluviales et d'effectuer une analyse.

De plus, par arrêté du 27 mars 2018, l'activité de transit de déchets de boues thermales a été suspendue jusqu'au respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2014 imposant l'évacuation des boues présentes sur le site.

L'objet de cette visite inopinée est de vérifier le traitement par l'exploitant des non-conformités précités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Entreposage des bouteilles de gaz
- Entreposage des boues thermales
- Surveillance des rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> (1)	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets	AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Entreposage des déchets non conformes	AP de Mise en Demeure du 03/08/2022, article 1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Entreposage des déchets de boues provenant des établissements thermaux	AP portant suspension d'activité du 27/03/2018, article 2 et AM du 31 mai 2021	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives pour la mise en conformité du point de prélèvement des eaux pluviales et respecter les quantités réglementaires de déchets entreposés sur son site.

Toutefois, il a été relevé la présence de boues thermales mélangées à des déchets. Compte tenu que l'exploitant a également opéré à des enlèvements de matières comparables aux Thermes de La Léchère depuis septembre 2022, il convient de s'assurer que ces dernières n'ont pas transitées sur le site d'Essert-Blay. Pour rappel, l'activité de collecte des boues thermales est interdite sur ce site par arrêté préfectoral du 27 mars 2018 jusqu'à évacuation des boues présentent au sein de l'établissement.

Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes :

- Sous un délai d'un mois :
  - transmettre la programmation d'enlèvement des bouteilles de gaz par fournisseurs et les justificatifs de réalisation de ces retraits.
  - transmettre les extraits des registres présentés selon les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 :
    - en qualité de transporteurs de déchets, consignait les enlèvements des boues de la Station thermale de la Léchère pour l'année 2022 ;
    - en qualité d'exploitant d'établissement de transit de déchets, des dates d'enlèvement des boues des thermes du site d'Essert-Blay.
- transmettre au plus vite, selon les conditions climatiques, l'analyse des rejets des eaux pluviales à l'inspection des installations classées et au plus tard avant le 30 décembre 2022

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Analyse des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité du point de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, avant le 30 juillet 2022, une proposition technique permettant de satisfaire aux exigences de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral relatif à l'aménagement des points de prélèvement des eaux. La solution devra être mise en œuvre avant le 30 septembre 2022.
<b>Constats :</b> Par courrier du 29 juillet 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la solution technique retenue de l'aménagement du réseau d'eau pluviale pour permettre les prélèvements conformes.  Lors de la visite d'inspection, il a été présenté le dispositif de rétrécissement du conduit d'évacuation des eaux pluviales qui permettra d'obtenir un niveau et un débit suffisant pour la réalisation de prélèvement d'échantillon en vue d'une analyse des ces eaux. L'exploitant a annoncé que ce dispositif sera installé avant le début novembre dans le conduit en sortie du séparateur d'hydrocarbures.  A cet égard, par courriel du 16 novembre 2022, l'exploitant a transmis une vue photographique du dispositif mis en place.  L'inspection propose à Monsieur Le préfet de prendre acte de la mise en conformité du point de prélèvement qui satisfait aux dispositions de l'item 3 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 18 août 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un prélèvement et des analyses des eaux pluviales devront être réalisés avant le 30 novembre 2022, au titre de l'année 2022, afin de se conformer à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015.
<b>Constats :</b> Compte tenu que le dispositif d'aménagement du point de prélèvement n'a été installé que fin octobre, et du fait des conditions climatiques, le laboratoire en charge des prélèvements des rejets n'est pas encore intervenu.  L'exploitant doit transmettre au plus vite, selon les conditions climatiques, l'analyse des rejets des eaux pluviales à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Entreposage des déchets non conformes

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage de bouteilles de gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de respecter la superficie ou les volumes limites autorisés fixés aux articles 1.2.2 et 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, et les dispositions de l'article 7.1.5 relatif aux déchets non conformes, l'exploitant devra faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les 3 bennes de bouteilles de gaz constatées lors des visites du 6 mai et 13 juin 2022.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé au tri des bouteilles de gaz stockées dans les trois bennes entreposées sur son site. A été séparé les bouteilles neutralisées et répartie celles non sécurisées par fournisseur de gaz. Il en résulte que sur les 90 m <sup>3</sup> de bouteilles il reste 15 m <sup>3</sup> à transférer pour réutilisation ou valorisation par vers les filières des fournisseurs de gaz. Selon les déclarations du représentant de l'exploitant, ces dernières ont été contactées et les bouteilles seront prochainement enlevées. Toutefois, Il n'a pas été présenté de programmation de ces enlèvements.  L'exploitant doit adresser, sous un mois, la programmation d'enlèvement des bouteilles de gaz par fournisseurs et transmettre tout justificatif de réalisation de ces retraits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 4 : Entreposage des déchets de boues provenant des établissements thermaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP portant suspension d'activité du 27/03/2018, article 2 et AM du 31 mai 2021.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des déchets de boues thermales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'activité de l'installation de stockage de déchets de boues et de plastiques provenant d'établissement thermaux, visée par l'arrêté de mise en demeure du 21 mai 2014 est suspendue. La réception de ce type de déchet est interdite. Par courrier électronique, l'exploitant déclare à la DREAL hebdomadairement, les volumes stockés, les volumes évacués dans la semaine écoulée et le cumul des évacuations depuis la notification de l'arrêté de suspension, et des installations destinataires (nom, département, commune, filière de traitement).
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'environ 20 m <sup>3</sup> de boues entourées de plastique, mélangées aux déchets industriels banals (Cf. planche photographique).  Le responsable d'exploitation a attesté que ces matières proviennent des boues des termes stockées depuis plusieurs années sur le site dont un arrêté de mise en demeure impose le retrait. Compte tenu du volume important à évacuer, il est transféré dans cette travée environ 20 m <sup>3</sup> de boues de thermes par semaine, mélangées au DIB pour un transfert vers des filières autorisées à les traiter.  Il s'avère que la société AXIA Ets Pouget a accepté, à compter de septembre 2022, une prestation d'enlèvement et de recyclage des boues de la société Eaux Thermales de la Léchère située sur le territoire de la commune d'Aigleblanche.

Aussi, il subsiste une incertitude sur la provenance des boues relevées lors de l'inspection sur le site de la société AXIA Ets Pouget. Par ailleurs, l'exploitant est tenu d'informer, selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 24 mai 2014, l'inspection sur les volumes de boues évacuées et les filières chargées de les traiter. Or à ce jour, il n'a pas été relevé de message électronique informant de ces retraits de boues auprès de l'inspection des installations classées.

En conséquence, l'exploitant doit sous un délai n'excédant pas un mois, transmettre les extraits des registres présentés selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :

- en qualité de transporteurs de déchets, consignants les enlèvements des boues de la Station thermale de la Léchère pour l'année 2022 ;
- en qualité d'exploitant d'établissement de transit de déchets, des dates d'enlèvement des boues des thermes du site d'Essert-Blay.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours